



C'EST LA RENTRÉE SORTONS DES CARTABLES LES CAHIERS REVENDICATIFS !

80 ans après l'instauration des congés payés, gagnés par la lutte syndicale, à peine un Français sur deux peut exercer ce droit à cause de salaires et retraites trop bas pour satisfaire l'ensemble de leurs besoins. Les outils collectifs au service des loisirs des jeunes et des familles sont abandonnés aux secteurs marchands, l'Etat se désengageant tant au niveau local que national de la politique sociale.

L'industrie vient de perdre à nouveau 33 900 emplois et l'emploi recule aussi dans les Bâtiments et les Travaux publics où l'on compte 3 500 postes de moins. Les services publics ne sont pas épargnés et dans l'Education de nombreux postes non pourvus nécessiteront de nouveau un recours à la précarité.

Un an après, le constat est fait que la loi Macron, marchepied à la loi El Khomri, n'a eu aucun effet sur la croissance et que les cadeaux octroyés au patronat à coup de CICE et « Pacte de responsabilité » n'ont fait que renforcer les dividendes des actionnaires sans créer d'emploi.

8 Septembre

Grève et manifestations contre la mise en place de la réforme du collège qui derrière un habillage pédagogique dévoyé par l'administration, donne une autonomie croissante aux chefs d'établissements en mettant en concurrence les disciplines et les personnels. Plus globalement, il faut lutter à l'Education nationale, comme dans d'autres secteurs, contre les logiques d'austérité, contre les réformes qui affaiblissent nos services publics, pour le respect des emplois et des qualifications de tous les personnels, pour une école qui offre à tous les jeunes un même accès à l'éducation et à la formation. La précarité, loin de se résorber comme promis par les ministres successifs, continue à se développer, notre revendication de titularisation pour toutes et tous est plus que jamais d'actualité.

15 Septembre

Renouer avec le progrès social, satisfaire les besoins des populations et non les appétits des grands groupes financiers, impose de rompre avec les politiques d'austérité, de dumping-social, de déréglementation du Travail, de bas salaire, de casse des services publics.

Il faut abroger la Loi El Khomri et refuser sa mise en œuvre concrète dans les entreprises où les patrons vont s'engouffrer dans la brèche faite dans le Code du travail pour remettre en cause les RTT, les accords de temps de travail et les droits des salariés.

Contrairement à l'idée véhiculée dans les médias, ce n'est pas en augmentant les profits des actionnaires que la situation du pays, de ses salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes s'améliorera. C'est en augmentant significativement les salaires, minima sociaux et retraites que la France sortira de la spirale de l'austérité ; c'est en réduisant le temps de travail de toutes et tous qu'il y aura des créations d'emplois.

C'est dès maintenant, salariés et retraités du public comme du privé, que nous devons être les plus nombreuses et nombreux possibles en grève et dans la rue pour faire aboutir nos revendications !

19 Septembre

Les animateurs, après une première journée d'action sont appelés à la mobilisation pour le retour à des taux d'encadrement permettant d'assurer la qualité et la sécurité des activités éducatives, pour le respect des professions, des qualifications et des conditions de travail et de salaire, contre la précarisation et le temps partiel subi.

Au-delà de ces dates, l'organisation la défense des salariés et des services, de l'emploi nécessite partout l'interpellation des employeurs publics et privés pour faire valoir les droits des salariés et l'intérêt général de nos missions. Débattons partout de propositions alternatives et de nos revendications et pour une rentrée sociale efficace renforçons la CGT.

**Vous ne voulez pas en rester là !
Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.**



JE FAIS MA RENTRÉE SOCIALE EN ME SYNDIQUANT A LA CGT

Je prends contact avec la FERC-CGT *la Fédération CGT de l'Education, de la Recherche et de la Culture*

Nom : Prénom :

Profession : Lieu de travail :

Adresse personnelle :

Code postal : Ville :

Tél : Portable :

E-mail :@

A..... le.....

*A retourner à : FERC CGT (CASE 544) 263 rue de Paris, 93515 MONTREUIL CEDEX
TEL. 01 55 82 76 12 - FAX 01 49 88 07 43 - e-mail : ferc@cgt.fr internet www.ferc.cgt.fr*

Montreuil, le 2 septembre 2016